

Colloque sur la reconstruction: invitation à faire des affaires



Le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive en compagnie de Jean Charest.

Photo Martin Tremblay, La Presse



[Louise Leduc](#)
La Presse

Les entreprises québécoises ne doivent pas être mal à l'aise d'aller brasser des affaires en Haïti et de venir chercher «leur part du gâteau de la reconstruction».

«L'humanitaire, c'est bien joli, mais ça ne dure pas. Les intérêts, ça, ça dure.» C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, au colloque sur la reconstruction d'Haïti qui avait lieu depuis deux jours à l'École polytechnique.

«Beaucoup de gens se demandent s'il y a un pilote dans l'avion. Oui, il y a un pilote. Et il y a même un copilote», a dit M. Bellerive.

Plusieurs copilotés, en fait, à entendre parler le premier ministre, qui ne peut refuser l'aide internationale, mais qui sait que ce n'est pas la solution. «Avant le séisme, il y avait 70% de chômeurs. Maintenant c'est 90%. La population risque de s'habituer à ne pas travailler. J'ai peur que les enfants, les adolescents attendent le camion qui va passer avec l'eau, qu'ils attendent le

camion qui va arriver avec la nourriture. Il faut donner un minimum aux gens, mais il ne faut pas tuer l'idée du travail.»

«Tout le reste a échoué. La seule chose qu'on n'a pas essayée, c'est un plan préparé par les Haïtiens, pour les Haïtiens, évalué par les Haïtiens.»

À cette phrase, les quelque 600 personnes présentes ont applaudi à tout rompre. Elles n'ont pas bronché, cependant, quand, quelques minutes plus tard, le premier ministre a déclaré: «Je ne suis pas intéressé aux chiffres (à l'argent nécessaire à la reconstruction). J'ai besoin d'engagements sur des projets concrets. Que faut-il construire? Dans quels délais? L'évaluation des coûts, ça viendra après.»

Cela dit, non sans contradiction avec sa volonté de voir des entreprises québécoises débarquer en masse et avec la volonté de mettre en place un plan haïtien, M. Bellerive a noté plus tard dans son allocution que, chaque jour, il reçoit de 200 à 300 offres de services d'entreprises nationales et internationales. Très clairement, il a dit que son gouvernement n'avait pas les moyens d'étudier ces offres actuellement.

Parce que c'est trop tôt? Parce que, comme il l'a dit ensuite, l'heure n'est toujours pas à la reconstruction, mais aux besoins pressants, à ces 700 000 enfants haïtiens qui ne vont pas à l'école, à tous ces gens qui vivent encore dans des tentes?

En tout cas, il n'a pas fait de mystère sur la vitesse à laquelle iront les choses. En point de presse, il n'a pas dit pendant combien de temps il estimait que des gens vivraient encore dans des tentes, mais il a reconnu qu'il ne faudrait pas se surprendre que cela dure des années.

Faut-il reconstruire Port-au-Prince là où elle se trouve, en plein sur une faille sismique? En point de presse, le premier ministre a balayé la question d'un revers de main, disant qu'il n'y avait pas de réflexion à ce sujet dans son gouvernement, mais une décision. La capitale restera là où elle se trouve.

La veille, en entrevue, Edwin Paraison, ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, avait affirmé au contraire que c'était là une question importante à laquelle le gouvernement réfléchissait toujours.

Fait inusité - de mémoire, on n'a pas vu souvent des premiers ministres canadiens et québécois faire la même chose -, le premier ministre Bellerive a répondu aux questions de l'auditoire, questions qui n'étaient pas arrangées avec le gars des vues.

M. Bellerive en avait aussi une pour ses compatriotes en exil: «Tout le monde a son petit plan de retour, tout le monde envoie de l'argent à l'oncle, en Haïti, qui a son petit bout de mur à réparer, mais il n'y a rien de structuré. Vous ne revenez plus au pays que lors de funérailles ou de mariages. Vos enfants ne sont même plus de la diaspora, ils sont canadiens, américains. Il faudrait qu'ils gardent un lien avec Haïti. Vos enfants et vos petits-enfants sont-ils seulement intéressés à entendre parler d'Haïti?»

«Maintenant, oui», ont répondu à voix haute plusieurs Haïtiens dans la salle.